



01/09/2020

# LE PÔLE DE QUALITÉ INTER- PAYS DANS LE DOMAINE DES COMPÉTENCES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES EN AFRIQUE 2010-2019

Cadre institutionnel ;  
Présentation et description  
synthétique des activités ;  
Documents et publications

**Richard WALTHER et Michel CARTON**

Une publication du Pôle de qualité inter-pays sur le  
Développement des capacités techniques et professionnelles  
(ICQN / DCTP) produite et coordonnée par NORRAG

**NORRAG**



## **CADRE INSTITUTIONNEL**

Le Pôle de Qualité Inter-Pays dans le domaine des Compétences Techniques et Professionnelles (PQIP/DCTP) répond à l'objectif général des Pôles de qualité de l'ADEA qui est d'agir comme catalyseur des politiques et pratiques innovantes dans le champ de l'éducation et de la formation. Il a été lancé sous le leadership du Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de Côte d'Ivoire en 2010 et s'est réuni tous les ans depuis son lancement jusqu'à fin 2019.

Les activités du Pôle ont été financées par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC-Suisse) et le Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de Côte d'Ivoire. Toutes ces activités ont été réalisées avec l'appui de l'ADEA.

Depuis 2014 NORRAG, *Réseau sur les Politiques et la Coopération Internationales en Éducation et Formation*, a été associé à la préparation, au déroulement et à la production des publications touchant les réunions du Pôle<sup>1</sup>.

## **PRESENTATION ET DESCRIPTION SYNTHETIQUE DES ACTIVITES**

Les principales activités du Pôle ont été les suivantes :

- Deux conférences ministérielles à Abidjan, en juillet 2010 et en septembre 2011. 24 pays, francophones, anglophones et lusophones issus des diverses sous-régions du continent ont été impliqués dans ces deux conférences.
- Deux séminaires d'experts en 2012 sur l'insertion professionnelle des jeunes et en 2013 sur les cadres nationaux de certification (CNC) impliquant à chaque fois une quinzaine de pays.
- Une conférence ministérielle en 2014 sur l'insertion et l'emploi des jeunes en Afrique. Elle a réuni 29 pays et plus de 20 ministres et a déterminé le plan de travail du Pôle pour 2014/2017.
- Une conférence ministérielle en 2015 sur la formation des formateurs et des entrepreneurs. Elle a réuni 15 pays et 9 ministres.
- Un séminaire en 2016 sur le continuum éducation/formation rassemblant les experts de 13 pays.
- Un séminaire en 2017 sur l'approfondissement de la thématique du continuum éducation/formation/travail rassemblant les experts de 18 pays.
- Une réunion de travail en 2018 réunissant les experts des 5 pays sélectionnés en fonction de la typologie des dispositifs du continuum mis en œuvre.
- Un séminaire en 2019 réunissant des experts de 13 pays et portant sur la validation de l'étude finale sur le continuum éducation/formation/travail.

---

<sup>1</sup> Les documents mentionnés **en gras** dans ce document sont disponibles sur le site [www.norrags.org](http://www.norrags.org). > Resources > Tag TVSD > Event and Conference Documents.

Toutes ces manifestations ont donné lieu à un travail préparatoire par les experts des pays invités et à une analyse des rapports pays. Toutes les publications sont accessibles et répertoriées à la fin de ce texte.

### Les objectifs spécifiques du PQIP/DCTP

Le Pôle a pour finalité de permettre aux responsables publics et privés engagés dans des politiques de réforme du DCTP de bénéficier de la mutualisation des expériences, des analyses et des évaluations réalisées en ce domaine aux plans régional, sous régional et continental et ainsi de relever de manière concertée les défis qui sont communs à tous : favoriser l'insertion professionnelle des nombreux jeunes qui sont exclus du monde de l'éducation et/ou du travail et élever significativement le niveau de compétences de l'ensemble de la population active de manière à promouvoir une croissance durable riche en emplois et en valeur ajoutée.

L'avenir du Pôle n'est pas de constituer une entité de plus à côté des coopérations inter-pays déjà en cours. Il est, au contraire, de constituer un espace ouvert à toutes ces initiatives, de les soutenir, de les relier entre elles et, en fin de compte, de les mobiliser de façon cohérente en vue de permettre à l'Afrique de disposer de toutes les compétences dont elle a besoin pour se donner un avenir géopolitique à la mesure de ses richesses, naturelles, sociales, culturelles et surtout humaines.

L'avenir du Pôle est de favoriser la mutualisation des concepts, méthodologies et dispositifs de mise en œuvre du DCTP et, par ce moyen, de favoriser une meilleure efficacité et synergie entre les stratégies et politiques africaines de développement des compétences techniques et professionnelles.

### Les conclusions de la réunion d'Abidjan de juillet 2010

Les ministres et représentants publics et privés y ont affirmé, entre autres résolutions, leur volonté de :

1. S'engager à tout faire pour que la formation et la professionnalisation de tous les Africains et, notamment, des jeunes deviennent une priorité stratégique et opérationnelle au niveau de l'ensemble du continent ;
2. Prendre tous les moyens qui sont en leur pouvoir pour bâtir de manière concertée des systèmes d'éducation et de formation efficaces en termes de développement économique et social ;
3. Mutualiser leurs expériences de formation et de professionnalisation afin d'élaborer en commun, en lien avec le monde économique et professionnel, les meilleures réponses possibles aux besoins de compétences d'un monde du travail en évolution constante ;
4. Prendre toute la mesure du passage de l'EFTP au DCTP et construire des systèmes d'éducation et de formation prenant en compte et validant tous les acquis de connaissances, de compétences et de qualifications, quelles que soient par ailleurs leurs modalités d'acquisition.

### Les conclusions de la réunion d'Abidjan d'octobre 2011

La deuxième rencontre du Pôle a donné lieu à un travail approfondi d'experts nationaux, publics et privés, issus de toutes sous-régions du continent. Les ministres et représentants

des pays ont validé ce travail et ont fortement insisté sur la nécessité de continuer et de renforcer la coopération inter-pays dans les trois domaines prioritaires suivants :

- L'insertion professionnelle et la formation par apprentissage des jeunes, depuis le premier niveau de qualification jusqu'à celui des techniciens supérieurs ;
- Le développement du partenariat public/privé au service d'une meilleure efficacité et qualité du DCTP ;
- La mise en place de cadres et dispositifs nationaux de certification, susceptibles de valider toutes les formes de compétences acquises.

Les ministres, représentants et experts publics et privés ont fortement souhaité pouvoir continuer leurs travaux du Pôle au-delà de la Triennale de l'ADEA de 2012. Ils ont proposé que la prochaine réunion du Pôle soit précédée par la mise en place de groupes de travail thématiques, où les pays les plus avancés dans un des trois thèmes proposés, accompagnent les autres pays qui le souhaitent dans le développement de politiques, de pratiques, de méthodologies et d'outils correspondant à leur volonté et besoin de réforme. Cette mutualisation des objectifs et des moyens est, selon les membres du Pôle, le meilleur moyen de répondre efficacement aux défis économiques et sociaux du développement durable de l'Afrique.

#### Les activités du PQIP/DCTP entre 2011 et 2014

Les responsables du Pôle ont mis en œuvre les recommandations adoptées lors de la réunion des ministres et de leurs représentants en octobre 2011.

- Un premier séminaire thématique inter-pays portant sur l'insertion des jeunes dans le monde du travail a été organisé à Abidjan les 3 et 4 décembre 2012. Il a permis de faire des avancées significatives dans les domaines suivants :
  - La situation des jeunes vis-à-vis de l'emploi ;
  - La structuration du monde du travail ;
  - Les difficultés d'accès des jeunes au monde du travail ;
  - Les mesures en cours ou en projet dans le domaine du DCTP ;
  - Les mesures en projet ou en cours pour favoriser la création d'emplois ;
  - Les expériences significatives d'insertion ou d'emploi des jeunes.
- Un deuxième séminaire thématique inter-pays a eu lieu les 8 et 9 juillet 2013. Il a porté sur les cadres nationaux de certification et plus particulièrement sur la manière dont ils donnent toute sa place au développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP). Les conclusions du séminaire ont permis de :
  - Faire le point d'avancement dans la mise en œuvre des dispositifs nationaux ou cadres nationaux de certification ;
  - Faire ressortir les éléments structurants des CNC ;
  - Apprécier les degrés d'intégration des dispositifs de certification du DCTP dans les cadres nationaux de certification ;
  - Identifier les principales difficultés rencontrées dans la réalisation des CNC ;
  - Relever les questions soulevées par la mise en place des CNC.

## La conférence des ministres du PQIP/DCTP de 2014 (Abidjan) sur l'insertion et l'emploi des jeunes en Afrique

Elle a été organisée, en juillet 2014, comme une grande manifestation régionale sur la formation des jeunes. Elle a apporté une contribution importante à la politique en cours dans l'ensemble des sous-régions africaines, sur l'entrée des jeunes dans le marché du travail et sur la manière de les qualifier au mieux en vue de faciliter leur insertion dans l'emploi. Elle a notamment permis d'engager une réflexion et une action en profondeur sur le type d'économie à développer pour que les jeunes puissent participer au maximum à la création de richesse de leur pays. La manifestation, qui a rassemblé 29 pays et plus de 20 ministres, a été précédée par une analyse préparatoire sur les expériences les plus significatives réalisées en ce domaine par les pays participants. L'analyse des rapports pays a porté sur les points suivants :

- La très difficile entrée des jeunes dans le monde du travail ;
- Les raisons de la rupture générationnelle : une perception à court terme des dynamiques du développement ;
- Les raisons institutionnelles de la rupture générationnelle : un système de développement des compétences sous-valorisé et sous-investi ;
- Un préalable pour des politiques efficaces de formation, d'insertion et de création d'emplois : le passage de l'EFTP au DCTP
- Vers un DCTP d'adaptation et d'anticipation en lieu et place d'une formation de remédiation.

Les ministres ont validé les conclusions de l'analyse puis ont fixé le programme du développement du PQIP/DCTP pour les années 2014/2017. Ils ont adopté un plan de travail portant sur trois thématiques prioritaires :

- Analyser et opérationnaliser par la coopération inter-pays des expériences et dispositifs de facilitation pour la création d'emplois notamment en faveur des jeunes ;
- Encourager l'investissement des pays dans l'acquisition des compétences des formateurs et entrepreneurs ;
- Favoriser la mise en œuvre du continuum éducation/formation.

## La conférence des ministres du PQIP/DCTP de 2015 (Kigali) sur la formation des formateurs et des entrepreneurs

Le thème de la conférence « Investir dans la formation des formateurs et des entrepreneurs (FFE) » avait été décidé lors de la Conférence des Ministres d'Abidjan en juillet 2014, suite au constat fait sur le déphasage existant entre l'appareil de formation et les emplois véritablement existants. La conférence avait notamment fait le constat qu'il existait une trop forte déconnexion entre les établissements de formation et le monde du travail et que celle-ci était due notamment à une absence, dans l'offre de formation existante, de véritables dispositifs de formation en alternance et par apprentissage. Sortir de cette forte déconnexion et permettre aux jeunes d'acquérir les compétences requises pour leur entrée dans le monde du travail ne peut se faire sans que les formateurs et les entrepreneurs travaillent de concert dans une offre de formation totalement renouvelée sinon transformée.

L'analyse des rapports de 15 pays a permis de faire les constats suivants :

- La FFE ne fait pas partie, sauf exception, des priorités des politiques nationales d'EFTP
- La FFE reste trop souvent au stade de : qui recruter, à quel niveau, pour quel statut ?
- Les formateurs professionnels restent des occasionnels ou des vacataires.
- Pourtant les dispositifs évoluent de plus en plus vers une implication des professionnels dans la formation et nécessitent une révision complète de la FFE en place.

Après analyse de ces constats, les ministres ont débattu sur les pistes de travail pour l'avenir ouvertes par les rapports pays et décidé des orientations suivantes :

- Promouvoir par la coopération inter-pays des politiques et pratiques relatives à la formation des formateurs et des entrepreneurs en s'appuyant notamment sur les bonnes pratiques identifiées au cours de cette conférence ;
- Accroître de façon significative l'investissement consacré à la formation des formateurs tant au niveau de leur formation initiale que de leur formation continue, de leur formation pédagogique que de leur formation technique et professionnelle ;
- Privilégier une politique de formation qui renforce autant les compétences des dispositifs de formation du secteur formel que du secteur informel ;
- Privilégier le développement de dispositifs de formation en alternance et en apprentissage ainsi que les centres d'incubation qui associent dans un partenariat étroit les formateurs et les entrepreneurs et initier, à cet effet, des formations coordonnées entre enseignants, tuteurs, maîtres d'apprentissage et professionnels d'entreprise ;
- Inclure, dans tout parcours de formation des jeunes, des périodes de professionnalisation en entreprise et en situation de travail quelles que soient par ailleurs les formes que prendra cette professionnalisation : stage, alternance, apprentissage, formation production...

**« Compendium des expériences africaines dans la promotion de l'investissement dans l'acquisition des savoir-faire et des compétences par les formateurs des formateurs et les entrepreneurs du DCTP : Une analyse transnationale de l'état des politiques et pratiques dans 13 pays » (Anglais/Français) <sup>2</sup>**

### **Le séminaire des experts de novembre 2016 (Abidjan) sur le continuum éducation/formation**

Le concept de continuum éducation/formation avait été retenu, comme un des axes de travail du Pôle, par la Conférence des Ministres d'Abidjan de juillet 2014. La raison en avait été le constat fait par les ministres que très peu de jeunes sortant de l'éducation de base entraient en formation professionnelle. Il incombait donc au Pôle d'analyser en profondeur les données ainsi que les raisons de cette discontinuité entre éducation et formation et d'y trouver des

---

<sup>2</sup> Les documents mentionnés **en gras** dans ce document sont disponibles sur le site du Réseau sur les Politiques et la Coopération Internationales en Éducation et Formation (NORRAG) [www.norrag.org](http://www.norrag.org). > Resources > Tag TVSD > Event and Conference Documents.

remèdes pertinents. Le Pôle a donc décidé, suite à cette requête, de demander aux pays membres du Pôle de rédiger des rapports sur la manière dont ils mettaient en œuvre un continuum.

18 pays ont rédigé des rapports qui ont permis d'analyser la situation de chaque pays relativement à la mise en œuvre du continuum et de débattre des voies et moyens à mettre en œuvre pour éviter toutes les sorties précoces des dispositifs d'éducation et de formation et donner ainsi à chaque jeune un socle minimum de connaissances et de compétences. Ont ainsi été proposées les pistes d'action suivantes :

- Passer d'un savoir scolaire à un apprentissage contextualisé ;
- Passer de l'EFTP vers le DCTP ;
- Réaliser le continuum au moyen de la mise en œuvre, dans chaque pays, d'un cadre national de certification rendant possible la validation de toutes les formes de connaissances et de compétences acquises ;
- Identifier, promouvoir et généraliser les dispositifs d'éducation et de formation porteurs d'un continuum effectif pour tous les jeunes.

Les débats ont porté sur l'ensemble de ces pistes d'action et ont abouti à la conclusion que chacun des 18 pays propose un dispositif de son pays qui lui semble porteur d'une forte potentialité de continuum. Ce choix a été fait en prenant en compte les cinq types de dispositifs où le continuum est à établir de manière prioritaire :

1. Un dispositif d'EPT mettant en œuvre un apprentissage scolaire centré sur les réalités socioéconomiques ;
2. Une entrée réussie en fin d'EPT vers un dispositif de formation professionnalisante ;
3. Un dispositif de remédiation formel ou non formel permettant, après une déscolarisation précoce, de réintégrer le cursus scolaire ;
4. Un apprentissage de type rénové permettant de consolider les acquis éducatifs des sortants de l'éducation de base tout en menant vers un niveau professionnel reconnu ;
5. Un cursus mixte éducation/formation au collège ou au lycée.

Il a été demandé que chaque pays décrive, pour la prochaine réunion du Pôle, le dispositif qu'il a mis en place selon un modèle de structuration fourni par l'équipe de coordination du Pôle. L'ensemble des dispositifs ainsi décrit sera analysé puis partagé en vue de préparer en commun des orientations communes de travail pour 2017. Il s'agit de proposer, d'analyser et développer des dispositifs capables d'établir dans l'ensemble des pays du continent un véritable continuum entre les systèmes d'éducation et de formation.

Les articulations entre la Conférence des Ministres (2015) sur la formation des formateurs et des entrepreneurs et le séminaire de 2016 sont présentées dans :

**« Relevant and Quality Training for Teachers, Trainers and Entrepreneurs : A Key Condition for an Efficient Education-Training Continuum : Linking Kigali 2015 and Abidjan 2016 »**  
(Anglais)

L'ensemble du travail sur la FFE est répertorié dans le compendium intitulé :

**« Compendium des expériences africaines sur le continuum Éducation-Formation : une analyse transnationale de l'état des politiques et pratiques dans 13 pays » (Anglais/Français)**

**Le séminaire des experts de novembre 2017 (Abidjan) sur le continuum éducation/formation (suite)**

Un travail important a été réalisé en 2017 sur la pertinence des dispositifs mis en œuvre par les pays dans le domaine du continuum éducation/formation. Ces dispositifs ont été présentés selon une structuration homogène afin de mieux mettre en évidence les différents phénomènes d'exclusion, à l'œuvre dans les pays, d'un trop grand nombre de jeunes hors des systèmes d'éducation et de formation. Leur analyse comparée a permis tout à la fois d'identifier et d'analyser les voies et moyens mis en œuvre dans le cadre du continuum pour mener ces jeunes vers une insertion sociale et professionnelle réussie. Ont ainsi été définis cinq types de continuum mis en œuvre dans les 18 pays participant au séminaire :

- La remédiation intra-éducation de base ;
- L'intégration/réintégration des jeunes dans l'éducation de base ;
- Des formations qualifiantes en lieu et place du Continuum ;
- Vers un continuum renforcé entre le système éducatif et le monde du travail ;
- Vers un continuum au moyen de la certification des acquis de connaissances et de compétences.

Ce deuxième séminaire sur le continuum a conclu, à partir de l'analyse typologique des divers dispositifs mis en œuvre, à la nécessité d'introduire un troisième terme dans le concept du continuum : celui de travail.

Un deuxième compendium rend compte de la diversité des dispositifs mis en œuvre dans les pays ainsi que de leur convergence typologique. Son titre transcrit le changement conceptuel opéré entre les séminaires de 2016 et de 2017.

**« Du continuum Éducation-Formation au continuum Éducation-Formation-Travail : perspectives d'évolution à partir de l'analyse de dispositifs dans 18 pays » (Anglais/Français)**

**Le séminaire des experts de décembre 2018 (Abidjan) sur le Continuum triangulaire Éducation/Formation/Insertion**

Ce troisième séminaire avait pour but de rendre transparent et transférable le fonctionnement global de chaque type de dispositif. Il s'agissait de mettre clairement en évidence la manière dont la porte d'entrée dans le continuum (soit par l'éducation de base, soit par la formation professionnelle, soit par une situation d'insertion dans un emploi ou une activité) mettait en œuvre une ingénierie spécifique d'acquisition de connaissances et de compétences et exigeait une implication et une expertise différenciées des acteurs concernés selon un séquençage qui devra être clairement établi.

Il a donc été décidé, afin de rendre un tel travail possible, de choisir pour chacun des cinq types de continuum retenus, un pays le mettant en œuvre de la manière la plus aboutie possible et d'inviter à cet effet cinq experts en leur demandant de rédiger, préalablement au séminaire et selon un cahier des charges prédéfini, un document de présentation détaillée du type de continuum mis en œuvre dans le pays dont ils étaient issus.



Le séminaire a réuni les experts de Maurice, de Côte d'Ivoire, du Bénin, de la RDC et de la Tanzanie. Les débats menés suite à la présentation par chaque expert du dispositif type de son pays, ont permis de modéliser la forme finale que prendrait la présentation finale de chaque dispositif type de continuum. Il s'agit pour mémoire des cinq types de dispositifs rapportés au pays qui les met en œuvre :

- La remédiation intra-éducation de base : Maurice ;
- L'intégration/réintégration des jeunes dans l'éducation de base : la Côte d'Ivoire ;
- Des formations qualifiantes en lieu et place du CEF : le Bénin ;
- Vers un continuum renforcé entre le système éducatif et le monde du travail : la RDC ;
- Vers un continuum au moyen de la certification des acquis de connaissances et de compétences : la Tanzanie.

Les débats ont aussi permis de dessiner les grandes lignes d'une étude rapportant l'ensemble du travail effectué par le Pôle sur le thème du continuum :

### **« Étude sur continuités et discontinuités des dispositifs d'éducation et de formation en Afrique » (Français)**

L'étude rend compte de tout le travail présenté ci-dessus et réalisé entre 2016 et 2019 en le situant dans la dynamique de clarification progressive suivie par les experts tout au long des trois séminaires organisés annuellement. Après avoir défini les grandes caractéristiques des systèmes d'éducation, de formation et d'emploi qui ont abouti à l'émergence du concept de continuum, elle fait l'analyse historique et conceptuelle de ce concept ainsi que des modalités de sa mise en œuvre à travers les divers dispositifs.

### **Le séminaire des experts de décembre 2019 (Abidjan) sur la valorisation des acquis du travail du Pôle concernant le continuum éducation/formation/travail**

Le travail du séminaire a eu pour objet, en s'appuyant sur une lecture critique de l'étude sur les continuités et discontinuités des dispositifs d'éducation et de formation en Afrique, de proposer des pistes d'action à développer pour l'année 2020 et les années suivantes. Ont ainsi été proposées les pistes d'action suivantes :

- Piste n°1 : Créer un guichet unique pour la gestion de l'ETFP sur le territoire national de chaque pays en y intégrant le secteur informel ;
- Piste n°2 : Initier une recherche action sur les facteurs d'efficacité optimale et de mise à l'échelle des dispositifs du continuum ;
- Piste n°3 : Organiser un forum inter pays des promoteurs des divers dispositifs articulant éducation/formation/travail.

Ces différentes pistes feront l'objet d'un nouveau programme devant débuter fin 2020.

## **DOCUMENTS ET PUBLICATIONS**

### **2010 : Première conférence des Ministres du Pôle (19/21 juillet)**

Note conceptuelle en français et anglais

Déclaration en français et en anglais de la Conférence des Ministres relative au lancement du PQIP/DCTP

## **2011 : Deuxième conférence des Ministres du Pôle (19/21 septembre)**

Note conceptuelle en français et anglais

Déclaration d'Abidjan en français et en anglais de la Conférence des Ministres

Documents préparatoires :

- Document introductif au travail des experts : le renforcement du partenariat public/privé par une gestion partenariale des centres de formation/ Strengthening public/private partnership through joint management of training centres : Introductory paper to the work of experts (ADEA)
- Lessons learned from selected National Qualification Frameworks in Sub-Saharan Africa (GIZ)
- Développement des compétences techniques et professionnelles de haut niveau/High level TVSD (ADEA)
- Recognition of prior learning/Reconnaissance des acquis de l'expérience (MQA)
- Vocational training for rural people in Africa/La formation professionnelle des populations rurales en Afrique (FAR)
- Study on apprenticeship in the WAEMU countries/Une étude sur l'apprentissage dans les pays de l'Espace UEMOA (B. Savadogo)
- Vision 2020 du secteur privé au Maroc/The private Sector's Vision for 2020 in Morocco (Omar Oukrid)
- National Qualification Frameworks developed in Anglo-Saxon and French traditions : Considérations for Sustainable Development in Africa/ Les cadres nationaux de certification développés dans les traditions anglo-saxonne et française : Considérations pour le développement durable de l'Afrique (SAQA/CNPC)
- Public/Private Partnerships and TVSD in Rwanda/Le partenariat public/privé au service du DCTP au Rwanda (John Gaga)
- Développement des formations des techniciens spécialisés au Maroc/The Development of Specialized Technician Training Courses in Morocco (Allal Ouahab)
- Quel processus utilise le Collège Communautaire du Nouveau-Brunswick pour la reconnaissance des compétences acquises par ses diplômés ?

## **2013 : Séminaire d'experts sur les cadres nationaux de certification (CNC) (8/9 juillet)**

Note conceptuelle français/anglais

Rapport de synthèse su séminaire français/anglais

Documents préparatoires :

- Document de présentation des rapports pays français/anglais
- Document de présentation de ce qu'est un CNC (Anne-Marie Charraud)
- La mise en place de cadres nationaux de certification (CNC) et de cadres régionaux de certification (CRC) dans les pays de la CEDEAO (Anne-Marie Charraud et Patrick Werkin)
- Présentations pays : Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Sénégal

## **2014 : Séminaire des experts (31 mars/1<sup>er</sup> avril) et Conférence des Ministres sur l'emploi des jeunes en Afrique (21/23 juillet)**

Note conceptuelle en français et en anglais

Structure des rapports pays en français et en anglais

Éléments de synthèse des rapports pays en français et en anglais

Plan de développement du PQIP/DCTP en français et en anglais

Déclaration d'Abidjan en français et en anglais de la Conférence des Ministres

#### Documents préparatoires

1. Séminaire des experts (présentations synthétiques PPT sur la situation de l'insertion des jeunes dans chaque pays) : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Liberia, Mali, Maroc, Maurice, Niger, Tanzanie, Tunisie, Zambie, Zimbabwe
2. Conférence des Ministres : rapports complets des pays sur l'insertion des jeunes : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Liberia, Mali, Maroc, Maurice, Niger, RDC, Rwanda, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zambie, Zimbabwe

#### **2015 : Conférence des Ministres de Kigali (8 octobre)**

##### **Thème : Promouvoir l'investissement dans l'acquisition des savoir-faire et des compétences par les formateurs des formateurs et les entrepreneurs du DCTP**

#### Documents préparatoires

1. Note conceptuelle en français et en anglais
2. Structure des rapports pays en français et en anglais
3. 13 études de cas (Bénin, Botswana, Burkina, Cameroun, Cote d'Ivoire, Ghana, Liberia, Madagascar, Mali, Maurice, Niger, Tchad, Rwanda)

#### Documents post-conférence

1. Déclaration de Kigali en français et en anglais de la Conférence des Ministres
2. Rapport de la Conférence des Ministres en français et en anglais
3. **Compendium (anglais/français) des expériences africaines dans la promotion de l'investissement dans l'acquisition des savoir-faire et des compétences par les formateurs des formateurs et les entrepreneurs du DCTP : Une analyse transnationale de l'état des politiques et pratiques dans 13 pays**
4. Synthèse de la revue de la Littérature en français et en anglais (incluse dans le compendium)

#### **2016 : Séminaire des experts nationaux DCTP (Novembre 2016)**

##### **Thème : Réussir le continuum éducation/formation en Afrique**

#### Documents préparatoires

1. Revue de la littérature sur le concept du continuum éducation/formation (en français et en anglais)
2. Structure des rapports pays en français et en anglais
3. Études de cas pays : 16 pays ont envoyé un rapport pays

#### Documents post-conférence

1. Rapport de synthèse des travaux du séminaire
2. Synthèse des travaux de groupe des experts
3. **Compendium (anglais) des expériences africaines dans le domaine du continuum éducation/formation**

#### **2017 : Séminaire des experts nationaux DCTP (Novembre 2017)**

##### **Thème : Présenter et analyser les dispositifs du continuum mis en œuvre par les pays**

#### Documents préparatoires

1. Note conceptuelle du séminaire en français et en anglais
2. Modèle de présentation et d'analyse des dispositifs pays mettant en œuvre le continuum éducation/formation en français et en anglais
3. Études de cas pays : 18 rapports pays
4. Les synthèses des 18 rapports pays

#### Documents post-conférence

1. Rapport de synthèse des travaux du séminaire
2. **Compendium (français) des expériences africaines dans le domaine du continuum éducation/formation/travail**
3. Note sur les perspectives de développement du PQIP/DCTP en 2018 et après

### **2018 : Séminaire des experts nationaux DCTP (décembre 2018)**

#### **Thème : Une analyse approfondie des cinq types de continuum identifiés en 2017**

#### Documents préparatoires

1. Proposition de capitalisation, valorisation et diffusion des résultats des travaux menés au sein du Pôle depuis 2014
2. Note conceptuelle du séminaire en français et en anglais
3. Documents de présentation des cinq types de continuum identifiés lors du séminaire de 2017

#### Documents post-conférence

1. Document sur « Quel avenir pour le PQIP/DCTP ? »
2. Plans stratégiques du PQIP/DCTP 2019-2024

### **2019 : Rédaction de l'étude récapitulative sur le continuum éducation/formation/travail et séminaire des experts sur la valorisation des acquis du travail du Pôle**

#### Documents préparatoires

1. Cinq monographies représentatives des types de continuum identifiés (Maurice, Côte d'Ivoire, Bénin, RDC et Tanzanie)
2. Étude sur « Continuités et discontinuités des dispositifs d'éducation et de formation en Afrique »
3. Document de synthèse sur une « Approche renouvelée du concept de continuum éducation/formation »
4. Note conceptuelle du séminaire en français et en anglais

#### Documents post-conférence

1. **Étude sur « Continuités et discontinuités des dispositifs d'éducation et de formation en Afrique »**
2. Modèle unifié de présentation et d'analyse d'un dispositif stratégique du continuum par pays

